

Jugement N° 130/2019/CJ/SIII/TCC

Du 04 juillet 2019

-----

Rôle Général

BJ/TCC/2019/210

Société BENIN BETON  
MANUFACTURE Sarl

(*Maîtres Olga ANASSIDE et  
Nicolin ASSOGBA*)

C/

Qui de droit

-----

OBJET

Redressement judiciaire

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

**Président** : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

**Assesseurs**: Laurent SOGNONNOU et Maurice YEDOMON

**Ministère Public** : Elonm Mario METONOU

**Greffier** : Dominique Sênou KOUTON

Débat le 20 juin 2019 ;

Jugement sur requête prononcé à l'audience publique  
du 04 juillet 2019 ;

**PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDERESSE**

**Société BENON BETON MANUFACTURE (BBM),  
Sarl**, au capital de 1.000.000 FCFA, immatriculée au  
RCCM sous le numéro RCCM/RB/COT/07 B152,  
ayant son siège social à Cotonou, lot 4082, Quartier  
Missessin, 06 BP 2628, tél : (+229) 21 324 384,  
représentée par son gérant délégué, demeurant et  
domicilié ès qualité audit siège ;

Assistée de Maîtres Olga ANASSIDE et Nicolin  
ASSOGBA, Avocats au Barreau du Bénin ;

**DEFENDEUR**

Qui de droit

## LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;  
Ouï la demanderesse en ses prétentions ;  
Après en avoir délibéré ;

Par requête du 11 octobre 2018, la société BENIN BETON MANUFACTURE (BBM) a saisi le tribunal de commerce d'une déclaration de cessation des paiements et sollicite l'ouverture d'une procédure collective de redressement judiciaire ;

Au soutien de cette demande, la société BBM expose que créée en 1992, elle a connu de belles années d'exercice avant de sombrer depuis une dizaine d'années dans le cycle d'exercices déficitaires qui malgré les efforts de ces trois dernières années ne semble pas s'améliorer ;

Qu'en raison de ses difficultés, les associés n'ont pas eu droit aux dividendes depuis 7 ans, les fournisseurs n'ont pu être payés ce qui lui a valu des procédures judiciaires en paiement ;

Que malgré la réduction des salaires, elle n'a pu honorer son engagement de payer lesdits salaires et a dû procéder à des licenciements économiques ;

Qu'à ce jour, les dettes exigibles de ses créanciers s'évaluent à 100.000.000 FCFA alors que son actif net est de 20.000.000 FCFA ;

Que cependant elle continue ses activités et s'active avec l'aide de ses associés à conquérir d'autres marchés ;

Qu'une suspension des poursuites et un accompagnement pour déboucher sur un concordat consensuel l'aiderait à revenir à meilleure fortune ;

Qu'elle produit à cette fin les pièces requises et se propose de déposer son projet de concordat de redressement ultérieurement ;

Attendu que le ministère public sollicite la poursuite de l'instruction et le jugement de la présente cause ;

Qu'à l'audience du 29 mars 2019, les principaux créanciers notamment la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, la représentante du personnel et la SCB Lafarge ont déclaré leur créance ;

Que lors des débats, la société BENIN BETON MANUFACTURE a déclaré être favorable au recours à une expertise pour apprécier l'état de la société ;

Que par jugement ADD n° 84/2019/CJ/SIII/TCC du 04 avril 2019, Richard VIAHO, expert-comptable a été commis pour mettre en exergue l'actif disponible et le passif exigible, vérifier la cessation de paiement, déterminer la période suspecte et apprécier l'état de la société ;

Qu'il résulte du rapport de cette mission, que l'actif disponible de la société BENIN BETON MANUFACTURE est de 56.337.182 FCFA et le passif exigible de 104.040.811 FCFA ;

Qu'elle est en cessation de paiement et la période suspecte a débuté le 31 octobre 2017 ;

### **Sur l'ouverture de la procédure collective**

Attendu qu'aux termes de l'article 25 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures d'apurement du passif, « la procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens est ouverte à tout débiteur en état de cessation des paiements (...) Le débiteur qui est en cessation des paiements doit faire une déclaration aux fins d'obtenir l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens quelle que soit la nature de ses dettes »

Que les dispositions de l'article 33 précisent « La juridiction compétente qui constate la cessation des paiements prononce soit l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire, soit l'ouverture de la liquidation des biens.

Elle prononce l'ouverture d'un redressement judiciaire :

- S'il lui apparaît que le débiteur a proposé un concordat sérieux, au sens de l'article 27 ci-dessus ou qu'un tel concordat a des chances sérieuses d'être obtenu ;
- ou, si une cession globale est envisageable... » ;

Que par ailleurs, la juridiction compétente doit fixer provisoirement la date de cessation des paiements, faute de quoi celle-ci est réputée avoir lieu à la date de la décision qui la constate ;

Attendu qu'il résulte des éléments du dossier notamment les pièces produites par le débiteur, les déclarations des créanciers sus-indiqués, le rapport de l'expertise, que la société BENIN BETON

MANUFACTURE ayant pour activité principale la production et la pose des pavés et des bordures avec pour client principal AGETUR ;

Que suivant, l'état des dettes et créances produit au dossier, elle se déclare débitrice des fournisseurs d'exploitation, de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et du Personnel de montants respectifs de 9.040.412 FCFA, 23.066.850 FCFA et de 71.933.549 FCFA ;

Que cependant son actif disponible n'est que de 34.615.796 FCFA ;

Qu'en outre, au regard de la déclaration de cessation des paiements déposée par la société BENIN BETON MANUFACTURE qui sollicite l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ainsi que l'ensemble des actes, déclarations et pièces produites conformément aux dispositions de l'article 26 de l'acte uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif, il apparaît clairement que sa situation économique et financière n'est pas irrémédiablement compromise ;

Qu'en effet, les dettes les plus élevées ne sont que les dettes de salaire ;

Qu'elle a soumissionné à plusieurs appels d'offre dans le cadre des travaux d'asphaltage ;

Que dans ces conditions, pour préserver le paiement des dettes dues notamment au personnel, un redressement judiciaire peut être envisagé ;

Que le concordat a des chances sérieuses d'être obtenu ;

Qu'il convient de faire droit à la demande de redressement judiciaire, introduite par la société BENIN BETON MANUFACTURE ;

Qu'à cet effet, il convient de fixer provisoirement la date de la cessation des paiements à celle du dépôt de la requête introductive, soit le 11 octobre 2018 ;

Attendu qu'aux termes des dispositions de l'article 35 de l'acte uniforme portant organisation des procédures collectives et d'apurement du passif, « dans la décision d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens, la juridiction compétente désigne le juge-commissaire parmi les juges du siège de la juridiction saisie, à l'exclusion de son président, sauf si celui-ci est juge unique. Elle peut également, si elle l'estime nécessaire, désigner un juge-commissaire suppléant. La juridiction compétente désigne également le ou les syndics sans que leur nombre puisse excéder trois (03). L'expert désigné pour le règlement préventif d'un débiteur ne peut être désigné comme syndic. Le greffe de la juridiction adresse sans délai une copie de la décision au ministère public » ;

Qu'il convient de nommer les organes de la procédure, à savoir Romain KOFFI , juge au tribunal de commerce de Cotonou en qualité de juge-commissaire, Carmel Marie Gildas Tinkpon CHODATON, expert-comptable, en qualité de syndic ;

## PAR CES MOTIFS

Statuant sur requête, publiquement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Donne acte à la société BENIN BETON MANUFACTURE SARL de sa déclaration de cessation des paiements ;

Constate que la situation économique et financière de la société BENIN BETON MANUFACTURE SARL n'est pas irrémédiablement compromise ;

Prononce le redressement judiciaire de la société BENIN BETON MANUFACTURE ;

Fixe provisoirement la date de la cessation des paiements au 31 octobre 2017 ;

Ordonne à la société BENIN BETON MANUFACTURE de déposer son projet de concordat dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date du prononcé de ce jugement au greffe du tribunal de commerce de Cotonou ;

Désigne Romain KOFFI, juge au tribunal de commerce de Cotonou , juge-commissaire ;

Nomme Carmel-Marie Gildas TINKPON CHODATON, tél : 97 59 90 09, expert comptable, syndic ;

Dit que la présente procédure sera examinée dans un délai de six (06) mois à compter du présent jugement ;

Ordonne au greffier en chef de ce tribunal de procéder aux publicités et notifications prévues par la loi ;

Réserve les dépens ;

Renvoie la cause au 09 janvier 2020 pour examen des diligences.

**ONT SIGNE**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**